



Date de dépôt : 13 mai 2024

Pétition

STOP au mépris et à la disqualification des femmes candidates en politique ! STOP au sexisme et à la misogynie !

Cette pétition s'appuie sur la participation politique des femmes et la violence à l'égard des femmes candidates, afin d'examiner le cas spécifique de la violence sexiste perpétrée contre les femmes en politique, lorsqu'elles sont candidates. A faire le point sur l'augmentation des incivilités, des insultes, et des attaques, notamment par le biais des médias sociaux, au sein des partis politiques, tant des pairs que des citoyens, contre les femmes qui sont candidates et qui deviennent visibles dans l'arène politique.

La violence sexiste à l'égard des femmes en politique viole le droit des femmes à participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie politique et publique. Par extension, les fondements de la démocratie et l'exercice des institutions démocratiques sont également compromis. Ainsi, tous les efforts déployés pour lutter contre ce fléau doivent faire cesser ce climat d'intimidation, de peur, de discrimination, d'exclusion et d'insécurité qui limite les possibilités et la liberté des candidates.

J'invite le Grand Conseil à appuyer cette pétition et :

1. à être vigilant pendant les périodes électorales en ce qui concerne le langage sexiste et les propos haineux, en tenant compte du fait que la violence s'intensifie généralement autour des élections qui comportent des risques élevés pour les femmes candidates ;
2. à prendre fermement position en tant que dirigeants politiques contre les attaques sexistes et misogynes visant les femmes ;
3. à introduire ou à réviser des codes de conduite interdisant explicitement les comportements sexistes pendant les périodes électorales ;
4. à utiliser toutes les plateformes de communication, y compris les sites web du gouvernement et les médias sociaux, pour défendre ces positions,

partager et diffuser les bonnes pratiques qui se sont révélées efficaces, et bien encourager les partis politiques à en faire autant ;

5. à s'efforcer de faire preuve de transparence en ce qui concerne la manière dont les préjugés sexistes sont traités au sein des partis politiques afin d'assurer la responsabilité des comportements sexistes.

N.B. 1 signature¹

M^{me} Elisabeth Brodard

Rue du Colombier 1A

1202 Genève

¹ Pour information, la pétition est en outre munie de 47 signatures électroniques.